

Hong Kong : en marge du procès des démocrates, les disparitions continuent en Chine

mercredi 13 décembre 2023, par [DONNET Pierre-Antoine](#)

Sommaire

- [« MOYEN ILLÉGAL »](#)
- [« JE NE VOULAIS PAS RISQUER](#)
- [« ACTIVITÉS SUBVERSIVES \(...\)](#)
- [SANS EXPLICATION](#)

C'est presque devenu une scène de vie ordinaire dans cette ancienne colonie britannique totalement mise sous cloche depuis l'imposition par Pékin de la Loi sur la sécurité nationale » en juin 2020. Les audiences au cours desquelles ont comparu les 47 prévenus se sont déroulées dans une apparente indifférence générale. Or ce procès a rassemblé la quasi-totalité des figures de proue du camps pro-démocratie, accusées d'avoir participé à une primaire de l'opposition organisée en juillet 2020. Désormais, ils attendront leur verdict d'ici trois ou quatre mois. Les accusés risquent une peine allant jusqu'à la prison à vie. La Loi sur la sécurité nationale punit les coupables de « *sédition* », « *intelligence avec une puissance étrangère* » et d'autres motifs dont la définition est suffisamment vague pour jeter en prison celles et ceux qui manifestent leur opposition à l'emprise de Pékin sur cette ville de 7,5 millions d'âmes.

Pékin avait imposé cette loi en 2020 à la suite de manifestations de rue monstres rassemblant jusqu'à deux millions d'habitants de Hong Kong pour exprimer leur rejet de la mainmise du régime communiste chinois sur la vie quotidienne de la population. Or celle-ci s'était vue promettre par l'ancien président chinois Deng Xiaoping cinquante années de libertés publiques inchangées en vertu du principe « Un pays, deux systèmes ». Un concept qu'il avait inventé en échange de la rétrocession de la cité à la Chine par les autorités britanniques en 1997.

Les accusés, parmi lesquels figurent des parlementaires démocratiquement élus comme [Claudia Mo](#), une ancienne journaliste de l'Agence France-Presse, et des universitaires, forment un échantillon représentatif de l'opposition dans cette ex-colonie britannique, qui a été méthodiquement écrasée depuis que la Chine depuis l'adoption de cette loi. L'affaire, qui traîne depuis que les autorités ont lancé leurs accusations il y a plus de mille jours, est attentivement scrutée, les observateurs y voyant un indicateur de l'atmosphère politique locale devenue étouffante.

« MOYEN ILLÉGAL »

Les 47 personnes poursuivies sont inculpées de « *complot en vue de subvertir le pouvoir de l'État* » pour avoir organisé et soutenu en juillet 2020 des élections primaires non officielles, auxquelles elles

ont participé, afin de présélectionner des candidats pro-démocratie en vue des élections législatives. L'accusation a déclaré qu'elles avaient eu l'intention d'obtenir la majorité au parlement en faisant élire les vainqueurs de ces primaires dans le but de contraindre le gouvernement à répondre aux requêtes des manifestants en menaçant de mettre sans discernement un veto à l'approbation du budget annuel.

Les débats finaux ont en particulier porté sur la question de savoir si le fait d'user d'un tel veto concernant le budget était une prérogative figurant dans la Loi fondamentale - la mini-Constitution de Hong Kong - ou un « *moyen illégal* » de contribuer à ce que les autorités ont qualifié de complot subversif. « *Nous parlons de quelqu'un qui fait quelque chose en violation des principes essentiels* » de la Loi fondamentale, a lancé le procureur principal Jonathan Man devant le tribunal.

Le parquet a soutenu que pour être jugés « *illégaux* » les moyens employés ne devaient pas nécessairement être violents, tandis que les avocats de la défense ont estimé qu'ils devaient, pour être qualifiés ainsi, impliquer une « *coercition physique* » ou des « *actes criminels* ». L'avocat de la défense Kevin Chan a affirmé que l'accusation ne disposait d'aucun texte pour étayer sa définition du terme « *illégal* ». La plupart des membres de ce groupe sont emprisonnés depuis près de trois ans. Ils ont été inculpés début 2021 et 31 d'entre eux ont plaidé coupable.

Le procès, qui a au total duré 118 jours, s'est déroulé sans jury - une rupture majeure par rapport à une tradition vieille de 178 ans à Hong Kong - pour empêcher « *l'implication d'éléments étrangers* ». Le tribunal est présidé par trois juges de haut rang tous choisis par le gouvernement.

« JE NE VOULAIS PAS RISQUER D'ÊTRE ARRÊTÉE DE NOUVEAU »

L'une des activistes les plus connues à Hong Kong, Agnes Chow, a quant à elle choisi de fuir la ville. Emprisonnée en 2020 pour avoir pris part aux manifestations, elle avait été libérée sous caution en 2021 mais son passeport avait été confisqué. Toujours sous le coup d'une enquête, la jeune femme avait bénéficié d'un programme universitaire au Canada début 2023. En septembre, son passeport lui avait été rendu. Aujourd'hui âgée de 27 ans, cette icône de la contestation à Hong Kong vit désormais à Toronto. Elle a raconté sur Instagram ces mois de surveillance constante et comment elle a été contrainte, pour récupérer ce passeport, de rédiger une lettre d'auto-critique ainsi que de déclarer en public devant des photographes à Shenzhen sa « *gratitude* » à la police et son admiration pour le « *développement de la grande mère-patrie* ».

Confiant son angoisse permanente et sa dépression vécues jusqu'à son départ au Canada, elle explique à la BBC avoir pris la décision de ne jamais plus retourner à Hong Kong contrairement à l'engagement pris de revenir : « *Je ne veux plus être forcée de faire des choses contraires à ma volonté. Mon corps et mon esprit s'effondreraient. [Hong Kong est maintenant] un endroit plongé dans la peur. Comment pourrais-je vivre encore 10, 20 ou 30 ans sous un tel contrôle.* » Et de justifier ainsi sa décision de partir : « *J'ai pris la décision au dernier moment car je ne voulais pas risquer d'être arrêtée à nouveau. Je ne voulais pas être envoyée en Chine une nouvelle fois. Je veux que le monde entende [mon témoignage] sur la façon avec laquelle la police de Hong Kong abuse de sa puissance. Je pense qu'il n'y a plus de mouvement pro-démocratie, il a été écrasé par la police. Il n'y a plus aucune place pour quiconque pour dire ou faire quoi que ce soit.* »

Après le départ d'Agnes Chow pour l'exil et sa décision de ne pas revenir, le chef de l'exécutif hongkongais John Lee a condamné son initiative : « *Les fugitifs seront poursuivis pendant toute leur vie jusqu'à ce qu'ils se rendent.* » Il a traité la jeune femme de « *menteuse* » et « *d'hypocrite* ». Agnes Chow est sous le coup d'une enquête pour « *collusion avec des puissances étrangères* ». Ces « *forces étrangères* » essaient encore d'infiltrer Hong Kong, a renchéri John Lee.

« ACTIVITÉS SUBVERSIVES » DES FÉMINISTES

La répression en Chine a également pris pour cible les mouvements féministes. L'un des nombreux exemples est celui d'une journaliste chinoise, Huang Xueqin, qui était devenue l'une des principales activistes du mouvement #MeToo chinois. Arrêtée en 2021, elle avait ensuite disparu jusqu'à l'ouverture de son procès à huis clos en octobre dernier.

Son amie Wang Jianbing avait subi le même sort, arrêtée en septembre 2021 puis accusée d'activités « *subversives* ». Son sort est depuis inconnu. Les deux jeunes femmes avaient disparu alors qu'elles s'apprêtaient à monter ensemble dans un avion pour le Royaume-Uni où elles avaient obtenu une bourse d'études du gouvernement britannique. « *Ce cas est exemplaire de la volonté [des autorités] d'écraser toute la société civile* », a déclaré Lu Pin, une autre activiste féministe citée par le *New York Times*.

De fait, les disparitions s'accélérent en Chine, la dernière en date étant celle de Minnie Chan, journaliste au quotidien hongkongais *South China Morning Post*. Partie en Chine continentale fin octobre pour couvrir à Pékin le Xiangshan Forum, une plateforme annuelle réunissant dans la capitale chinoise des responsables militaires internationaux, elle n'a donné aucune nouvelle depuis cette date à ses proches et ses amis.

Son journal, propriété du groupe chinois Alibaba et aujourd'hui étroitement contrôlé par Pékin, a expliqué vendredi 8 décembre que la jeune femme est actuellement en congé à Pékin et qu'elle avait informé sa famille avoir « *besoin de temps pour régler une affaire personnelle* ». « *Sa famille nous a dit qu'elle est en sécurité mais a demandé de respecter sa vie privée* », a expliqué un porte-parole à des médias japonais, l'agence Kyodo estimant qu'elle est peut-être détenue contre son gré par les autorités de Pékin.

Les enquêtes de Minnie Chan concernaient la politique à Hong Kong. Elles n'étaient plus publiées par son journal depuis neuf mois. La reporter avait récemment été mutée dans un autre service du *South China Morning Post*, assignée à des sujets moins sensibles, selon des sources informées dans l'ancienne colonie britannique. Elle est la deuxième journaliste du quotidien anglophone à disparaître depuis 2022.

SANS EXPLICATION

« *Quelque chose est pourri dans l'entourage impérial de Xi Jinping* », titre le site américain Politico le 6 décembre dans un article consacré aux dernières disparitions de dirigeants chinois, pour certains des proches du maître de la Chine communiste. Parmi eux, l'ancien ministre des Affaires étrangères Qin Gang qui avait disparu sans explication le 25 juin dernier avant d'être officiellement limogé pour une relation illégitime avec une journaliste chinoise, Fu Xiaotian, travaillant aux États-Unis pour Phoenix, une télévision de Hong Kong. Des rumeurs savamment répandues avaient fait état d'un enfant conçu de cette union né aux États-Unis et donc citoyen américain. Politico cite deux sources haut placées au sein du régime chinois mais non identifiées selon lesquelles Qin Gang serait mort fin juillet, soit des suites d'un suicide soit de tortures, dans un hôpital militaire de Pékin spécialisé dans les soins pour les hauts dirigeants.

Au même moment de la disparition du chef de la diplomatie chinoise s'est produite celle du commandant en chef du département des missiles nucléaires Li Yuchao et de son adjoint Lin Guanbin. Plus tard, ces derniers ont été formellement remplacés sans explication. Puis vint le tour du ministre de la Défense Li Shangfu, pourtant un proche de Xi Jinping, qui devait plus tard être

limogé, là aussi sans explication. Purgé lui aussi sans explication à peu près au même moment, Wang Shaojun, le chef depuis 2015 de l'unité chargée de la protection des dirigeants chinois et en particulier de la protection personnelle de Xi Jinping lors de ses voyages à l'étranger. Ce dernier devait mourir trois mois plus tard, officiellement faute de « *traitement médical efficace* ». « *Des centaines de responsables de haut rang de l'Armée populaire de libération (APL) de même que des milliers de responsables du Parti ont été arrêtés, ont disparu, été menés au suicide ou tués dans des circonstances montées pour faire croire à un suicide* », affirme Politico.

Pierre-Antoine Donnet

P.-S.

- Asialyst. Publié 09 Décembre 2023. Mis à jour 09 Décembre 2023 :

<https://asialyst.com/fr/2023/12/09/hong-kong-marge-proces-democrates-disparitions-chine/>

- Ancien journaliste à l'AFP, Pierre-Antoine Donnet est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages consacrés à la Chine, au Japon, au Tibet, à l'Inde et aux grands défis asiatiques. En 2020, cet ancien correspondant à Pékin a publié « Le leadership mondial en question, L'affrontement entre la Chine et les États-Unis » aux Éditions de l'Aube. Il est aussi l'auteur de « Tibet mort ou vif », paru chez Gallimard en 1990 et réédité en 2019 dans une version mise à jour et augmentée. Après « Chine, le grand prédateur », paru en 2021 aux Éditions de l'Aube, il a dirigé fin 2022 l'ouvrage collectif « Le Dossier chinois » (Cherche Midi), puis début 2023 « Confucius aujourd'hui, un héritage universaliste » (L'Aube).

Soutenez-nous !

Asialyst est conçu par une équipe composée à 100 % de bénévoles et grâce à un réseau de contributeurs en Asie ou ailleurs, journalistes, experts, universitaires, consultants ou anciens diplomates... Notre seul but : partager la connaissance de l'Asie au plus large public.

[Faire un don](#)